

BE-A0524\_705588\_712602\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Luttre, 1847-1976 (1983)



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Histoire institutionnelle.....	7
Compétences et activités.....	7
Organisation.....	8
Archives.....	8
Historique.....	8
Acquisition.....	9
Contenu et structure.....	10
Contenu.....	10
Sélection et éliminations.....	10
Accroissements / compléments.....	10
Mode de classement.....	10
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	11
I. Généralités.....	11
1 - 3 Registres aux procès-verbaux des séances du conseil communal. 1850-1900.....	11
4 - 12 Registres aux délibérations du conseil communal. 1884-1976.....	11
13 - 18 Registres aux délibérations du collège des bourgmestre et échevins. 1908-1939, 1947-1976.....	12
II. Organisation.....	13
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	13
1. Suppression.....	13
2. Participation à des organismes de coopération intercommunale.....	13
III. Gestion du patrimoine.....	14
IV. Cimetières et funérailles.....	15
V. Affaires électorales.....	16
VI. Population.....	17
33 - 35 Registres de la population. 1847-1856.....	17
36 - 39 Registres de la population. 1867-1880.....	17
41 - 48 Registres de la population. 1891-1900.....	17
51 - 57 Registres de la population. 1931-1947.....	18
58 - 68 Registres de la population. 1948-1960.....	19
69 - 73 Registres de la population. 1961-1970.....	19
74 - 79 Registres de la population. 1971-1980.....	20
80 - 82 Index alphabétique des registres de la population. 1971-1980.....	20
VII. Santé publique.....	21
A. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	21
85 - 89 Dossiers concernant l'acquisition et la démolition d'immeubles insalubres et de taudis. 1955-1981.....	21
VIII. Travaux publics.....	22
A. Voirie.....	22
93 - 98 Dossiers concernant la réalisation de travaux d'aménagement aux	

---

abords de la gare. 1970-1983.....	22
B. Services d'utilité publique.....	23
1. Distribution de gaz.....	23
2. Distribution d'électricité.....	23
IX. Aménagement du territoire.....	24
X. Tutelle sur les fabriques d'église.....	25
1. Paroisse Saint-Nicolas.....	25
2. Paroisse Saint-Pierre (Liberchies).....	25



## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune Luttre

Période:  
1847-1976 (1983)

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0524.84

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 108.00
- Etendue inventoriée: 6.00 m

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Mons

Producteurs d'archives:  
Commune de Luttre, 1846 - 1976

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Tous les documents de ce fonds d'archives ont plus de trente ans et sont donc publics. Toutefois, pour pouvoir consulter les documents contenant des données à caractère privé de moins de 100 ans, il faut obtenir l'autorisation préalable du collège communal de Pont-à-Celles, successeur en droit de la commune fusionnée. Les personnes autorisées à consulter les archives doivent signer un contrat de recherche par lequel elles s'engagent à respecter la législation sur la protection de la vie privée.

Les registres de la population sont soumis à une réglementation spécifique (arrêté royal du 5 janvier 2014 publié au Moniteur belge du 17 janvier 2014). Seuls les registres clôturés depuis plus de 120 ans peuvent être librement consultés. Les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Il est toutefois possible d'obtenir des extraits ou des certificats, et ce à des fins généalogiques, historiques ou scientifiques. Pour ce faire, le demandeur doit introduire une requête motivée auprès du collège communal et présenter l'autorisation écrite du collège communal au personnel de la salle de lecture des Archives de l'État à Mons.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

Pour la reproduction des documents, les règlements et les tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application.

---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

### NOM

Commune de Luttre

## HISTOIRE INSTITUTIONNELLE

Le village de Luttre est une entité indépendante jusqu'au XVIIIe siècle. Uni à Pont-à-Celles à partir de 1795, il est à nouveau érigé en commune distincte en 1841. Le village a vécu de l'agriculture, de la brasserie et de la clouterie à la main dans la première moitié du XIXe siècle. Deux distilleries y ont également été actives jusqu'au milieu du XIXe siècle, ainsi qu'une sucrerie à la fin du XIXe siècle. La construction du canal Charleroi-Bruxelles (inauguré en 1832) de même que l'installation d'un atelier de réparation de locomotives et d'une gare sur le territoire voisin de Pont-à-Celles ont contribué à l'essor démographique de la localité dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Entre 1954 et 1962, les travaux d'élargissement du canal entraînent la destruction partielle de certains quartiers de Luttre. Le village de Liberchies a été rattaché à Luttre en 1964. On y comptait 865 habitants en 1846 et 3087 en 1976.

La loi du 30 décembre 1975 (*Moniteur belge* du 23 janvier 1976) met en œuvre le processus de fusion des communes qui entre en vigueur le 1er janvier 1977. À cette date, la Commune de Luttre cesse d'exister et est intégrée à la nouvelle entité communale de Pont-à-Celles.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Après le rattachement de nos régions à la France en 1795, les institutions nouvelles nées de la Révolution y sont introduites. Le décret sur les municipalités du 14 décembre 1789 est appliqué : ce décret établit un régime uniforme pour toutes les communes. Il distingue les fonctions qui leur sont propres et les fonctions qui appartiennent à l'administration générale de l'État mais sont déléguées aux municipalités. Après l'Indépendance de la Belgique, la loi communale de 1836 explicite et précise leurs attributions, en mettant l'accent sur le principe de l'autonomie communale.

C'est ainsi que les communes ont des attributions obligatoires et d'autres facultatives. Les premières ont peu évolué au cours des XIXe et XXe siècles et recouvrent entre autres la gestion du patrimoine communal mobilier et immobilier, la gestion de la comptabilité communale, la tenue des registres de l'état civil et de la population, l'application des lois relatives à la milice, le maintien de l'ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques, l'exécution des travaux publics (en particulier l'entretien de la voirie communale, des bâtiments communaux et des cours d'eau), l'organisation de l'enseignement communal primaire, la tutelle sur les institutions locales d'assistance publique

et sur les fabriques d'église. Les secondes concernent notamment les initiatives que les communes peuvent prendre en matière d'activités culturelles, touristiques, festives et sportives, d'aide sociale (construction de logements sociaux par exemple), de promotion de l'activité économique, etc. Dans ces matières, les compétences des communes ont évolué en fonction des besoins et des transformations de la société.

## ORGANISATION

La loi communale de 1836 règle le mode de désignation des organes communaux. Les communes sont gérées par un conseil communal élu et par un collège échevinal composé des échevins et du bourgmestre. Le contrôle de l'autorité supérieure est assuré par le mécanisme de la tutelle.

Assemblée de base de la commune, le conseil communal possède des pouvoirs d'administration et de réglementation. Il élit les échevins en son sein. Le collège exécute les règlements et décisions du conseil et exerce la gestion journalière des affaires de la commune (gestion des biens et des revenus communaux, exécution des dépenses, direction des travaux communaux, actions judiciaires de la commune, etc.). Il est également chargé de l'exécution des lois, règlements et arrêtés de l'État et des autorités provinciales lorsqu'elle lui est spécialement confiée.

Le bourgmestre est nommé par le Roi. Il est le chef de l'administration communale et le responsable de la police. Il préside les réunions du conseil et du collège. Mais il est aussi l'organe d'exécution des décisions des autorités supérieures.

Le service administratif est assuré par le secrétaire communal et, pour les affaires comptables, par le receveur communal.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

Après la fusion de 1977, les archives de Luttre ont été transférées à Pont-à-Celles, siège de la nouvelle entité communale. Le 7 décembre 1982, les archives de l'entité de Pont-à-Celles ont été en grande partie détruites lors d'un incendie qui a pris naissance dans le local d'archives et qui a ravagé une aile de l'étage de la maison communale <sup>1</sup>.

Lors d'une inspection effectuée sur place le 5 mars 2003, il a été constaté que les registres de délibérations des conseils communaux et des collèges échevinaux, ainsi que les registres de la population des sept anciennes communes de l'entité étaient conservés dans de très mauvaises conditions dans une des caves de la maison communale, où régnait une forte humidité. C'est à la suite de cette inspection que le collège échevinal a décidé de déposer aux Archives de l'État à Mons les archives antérieures à la fusion.

---

1 HONNORÉ L., Les archives des communes de l'arrondissement judiciaires de Charleroi. Rapport d'inspection, Bruxelles, 2004, p. 44 ; Archives de l'État à Mons, Archives du Secrétariat, Dossiers d'inspection, Commune de Pont-à-Celles.

## ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État à Mons par la Commune de Pont-à-Celles le 6 mai 2003 en application de la loi sur les archives du 24 juin 1955 (registre des entrées n° 1739).

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives de la Commune de Luttre déposées en 2003 sont très lacunaires, en raison principalement de l'incendie des archives communales de Pont-à-Celles en 1982. La grande majorité des documents se concentre sur la deuxième moitié du XXe siècle. On y trouve notamment les registres aux procès-verbaux et aux délibérations du conseil communal (1850-1976) et du collège des bourgmestre et échevins (1908-1976), les registres de la population de 1847 à 1980 ainsi qu'un registre des étrangers de 1920 à 1969. En matière de voirie, on note la présence de plusieurs dossiers relatifs à l'aménagement des abords de la gare durant les années 1970. La démolition d'immeubles insalubres et de taudis entre 1955 et 1981 témoigne de l'action de la commune dans le domaine de la santé publique. Quelques dossiers isolés concernent la fusion des communes, la participation à des intercommunales, la gestion du patrimoine communal, le cimetière, les élections, la distribution de gaz et d'électricité, l'aménagement du territoire et la tutelle sur les fabriques d'église. Les autres domaines d'activité de la commune sont totalement absents des documents déposés.

### SÉLECTION ET ÉLIMINATIONS

Lors du classement du fonds, un tri a été effectué sur la base des critères définis dans les trois tomes de G. MARÉCHAL, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, Bruxelles, 1988-2005 (Miscellanea Archivistica. Studia, 1, 52 et 53).

### ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds inventorié est en principe clos, la Commune de Luttre ayant cessé d'exister au 1er janvier 1977. Toutefois, la Commune de Pont-à-Celles conserve encore un petit nombre de documents produits par la Commune de Luttre qui lui sont toujours utiles. Il s'agit essentiellement de documents relatifs aux travaux publics, à la voirie et à l'urbanisme. Il est donc possible que, dans l'avenir, la Commune de Pont-à-Celles dépose aux Archives de l'État à Mons des archives de Luttre encore en sa possession, lorsque celles-ci auront perdu leur utilité administrative.

### MODE DE CLASSEMENT

Le classement des archives se base sur le cadre de classement des archives communales proposé par Guy Gadeyne : *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795-ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Miscellanea Archivistica. Manuale, 18).

---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

*1 - 3 REGISTRES AUX PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU CONSEIL COMMUNAL. 1850-1900.*

**1** 3 mars 1850 - 7 mars 1877. 1 volume

**2** 31 mars 1877 - 3 avril 1885. 1 volume

**3** 18 avril 1885 - 7 juillet 1900. 1 volume

Non consultable

*4 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL. 1884-1976.*

**4** 15 juillet 1884 - 20 mai 1898. 1 volume

**5** 21 juin 1898 - 20 juin 1913. 1 volume

**6** 2 août 1913 - 6 décembre 1927. 1 volume

**7** 6 décembre 1927 - 6 novembre 1937. 1 volume

**8** 9 décembre 1937 - 30 juillet 1942. 1 volume

**9** 26 février 1946 - 7 décembre 1951. 1 volume

**10** 11 janvier 1952 - 10 décembre 1966. 1 volume

**11** 28 janvier 1967 - 8 juillet 1976. 1 volume

**12** 28 octobre 1976 - 4 novembre 1976. 1 volume

*13 - 18 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE DES  
BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS. 1908-1939, 1947-1976.*

---

13	24 novembre 1908 - 13 juin 1939.	1 volume
14	8 décembre 1947 - 1er avril 1964.	1 volume
15	6 avril 1964 - 6 février 1970. Non consultable	1 volume
16	20 février 1970 - 13 juin 1974.	1 volume
17	20 juin 1974 - 28 octobre 1976.	1 volume
18	3 novembre 1976 - 30 décembre 1976.	1 volume

## II. ORGANISATION

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

#### 1. SUPPRESSION

- 19 Dossier concernant la fusion des communes. 1964-1975. 1 chemise

#### 2. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 20 Dossier concernant les relations entre la Commune et les intercommunales. 1965-1980. 1 liasse

- 21 Lettre adressée à l'Intercommunale d'Électricité du Bassin de Charleroi (IEBC) concernant la régularisation du paiement d'une ristourne. 11 août 1970. 1 pièce

- 22 Pièces concernant la Société coopérative intercommunale d'Électricité du Bassin de Charleroi. 1970-1971. 1 chemise

- 23 Rapports du conseil d'administration de l'Intercommunale d'Électricité du Bassin de Charleroi et du collège des commissaires à l'Assemblée générale ordinaire. 1971-1975. 2 pièces

---

### III. GESTION DU PATRIMOINE

- 24 Registre des fermages payés à la Commune. 1894-1942. 1 cahier
- 25 Dossier concernant la location du droit de chasse. 1941-1946. 1 chemise
- 26 Dossier concernant l'achat et la vente par la Commune de terrains situés rue G. Theys. 1966-1976. 1 chemise
- 27 Dossier concernant l'achat par la Commune d'un terrain situé rue G. Theys. 1974-1975. 1 chemise
- 28 Dossier concernant la construction d'un bâtiment à la rue de Liberchies et la vente à la Commune d'une propriété située rue de Quévy. 1976-1980. 1 chemise

IV. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 29 Dossier concernant la construction d'un caveau d'attente dans le cimetière. 1955-1976. 1 chemise
- 30 Dossier concernant la réalisation de travaux à l'ancien cimetière. 1959-1961. 1 chemise
- 31 Dossier concernant le raccordement du cimetière à l'eau et à l'électricité et la construction d'une remise. 1969-1976. 1 chemise

- 32 V. AFFAIRES ÉLECTORALES  
Registre des réclamations électorales. 10 décembre 1951 - 5  
décembre 1969. 1 volume

## VI. POPULATION

- 33** *33 - 35 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1856.*  
Volume 1. 1 volume  
Non consultable
- 34** Volume 2. 1 volume  
Non consultable
- 35** Index alphabétique. 1 volume  
Non consultable
- 36** *36 - 39 REGISTRES DE LA POPULATION. 1867-1880.*  
Volume 1. 1 volume  
Non consultable
- 37** Volume 2. 1 volume  
Non consultable
- 38** Volume 3. 1 volume  
Non consultable
- 39** Index alphabétique. 1 volume  
Non consultable
- 40** Index alphabétique des registres de la population. 1881-1890. 1 volume
- 41** *41 - 48 REGISTRES DE LA POPULATION. 1891-1900.*  
Volume 1. 1 volume  
Non consultable
- 42** Volume 2. 1 volume  
Non consultable
- 43** Volume 3. 1 volume  
Non consultable

---

44	Volume 4. Non consultable	1 volume
45	Volume 5. Non consultable	1 volume
46	Volume 6. Non consultable	1 volume
47	Volume 7. Non consultable	1 volume
48	Volume 8. Non consultable	1 volume
49	Index alphabétique des registres de la population. 1911-1920.	1 volume
50	Index alphabétique des registres de la population. 1921-1930.	1 volume
51	<i>51 - 57 REGISTRES DE LA POPULATION. 1931-1947.</i> Volume 1.	1 volume
52	Volume 2.	1 volume
53	Volume 3.	1 volume
54	Volume 4.	1 volume
55	Volume 5.	1 volume
56	Volume 6.	1 volume
57	Volume 7.	1 volume

---

58	58 - 68 REGISTRES DE LA POPULATION. 1948-1960. Volume 1.	1 volume
59	Volume 2.	1 volume
60	Volume 3.	1 volume
61	Volume 4.	1 volume
62	Volume 5.	1 volume
63	Volume 6.	1 volume
64	Volume 7.	1 volume
65	Volume 8.	1 volume
66	Volume 9.	1 volume
67	Volume 10.	1 volume
68	Index alphabétique.  Non consultable	1 volume
69	69 - 73 REGISTRES DE LA POPULATION. 1961-1970. Volume 1.	1 volume
70	Volume 2.	1 volume
71	Volume 3.	1 volume
72	Volume 4.	

---

		1 volume
73	Index alphabétique.	1 volume
74	<i>74 - 79 REGISTRES DE LA POPULATION. 1971-1980.</i> Volume 1.	1 volume
75	Volume 2.	1 volume
76	Volume 3.	1 volume
77	Volume 4.	1 volume
78	Volume 5.	1 volume
79	Volume 6.	1 volume
80	<i>80 - 82 INDEX ALPHABÉTIQUE DES REGISTRES DE LA POPULATION.</i> <i>1971-1980.</i> A - F.	1 fichier
81	G - M.	1 fichier
82	N - Z.	1 fichier
83	Registre des étrangers. 19 février 1920 - 22 juin 1969.	1 volume
84	Registre des sorties. 17 septembre 1971 - 29 janvier 1977.	1 volume

## VII. SANTÉ PUBLIQUE

## A. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

85 - 89 DOSSIERS CONCERNANT L'ACQUISITION ET LA DÉMOLITION  
D'IMMEUBLES INSALUBRES ET DE TAUDIS. 1955-1981.

85	1955-1981.	1 liasse
86	1959-1983.	1 chemise
87	1960-1981.	1 liasse
88	1969-1981.	1 chemise
89	1973-1974.	1 chemise

## VIII. TRAVAUX PUBLICS

## A. VOIRIE

- 90 Dossier concernant un projet d'égouttage et d'amélioration de diverses voies de communication. 1964-1977. 1 liasse
- 91 Dossier concernant les travaux d'entretien de la voirie. 1966-1976. 1 liasse
- 92 Plan de bornage d'un terrain particulier situé rue de Liberchies. 1967. 1 pièce
- 93 - 98 DOSSIERS CONCERNANT LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT AUX ABORDS DE LA GARE. 1970-1983.
- 93 1970-1979. 1 chemise
- 94 1975. 1 chemise
- 95 1975-1976. 1 liasse
- 96 1976. 2 pièces
- 97 1976-1983. 1 liasse
- 98 1979-1980. 1 liasse
- 99 Cahier spécial des charges pour le projet d'amélioration du chemin de grande communication n°509, rue d'Obaix. 1973. 1 pièce
- 100 Cahier des charges des travaux d'entretien normal et exceptionnel de la voirie. 1975. 2 pièces

*B. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*

1. DISTRIBUTION DE GAZ

- 101 Dossier concernant l'installation d'une canalisation de gaz par la S.A. Distrigaz dans les zones de Luttre, Braine-l'Alleud, Jumet et Gosselies. 1970-1975.

1 liasse

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

- 102 Dossier concernant l'établissement d'une canalisation électrique sur des terrains privés non bâtis et non clôturés sur le territoire des communes d'Heppignies, Wayaux, Gosselies, Mellet, Thiméon et Luttre. 1974-1976.

1 chemise

## IX. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- 103** Dossier concernant les notifications adressées au collège des bourgmestre et échevins et les observations de ce dernier à propos de ventes ou de donations de biens immobiliers, en application des lois du 29 mars 1962 et 22 décembre 1970 relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme. 1968-1976. 1 liasse
- 104** Dossier concernant des projets de lotissements. 1969-1978. 1 liasse

## X. TUTELLE SUR LES FABRIQUES D'ÉGLISE

*1. PAROISSE SAINT-NICOLAS*

105 Budget de la fabrique d'église. 1976. 1 pièce

106 Comptes de la fabrique d'église. 1975-1976. 2 pièces

*2. PAROISSE SAINT-PIERRE (LIBERCHIES)*

107 Budget de la fabrique d'église. 1976. 1 pièce

108 Compte de la fabrique d'église. 1975-1976. 1 pièce